

LRD

Guide : pour un Tribunal des flagrants délires écologiques mondiaux

Cela fait plus d'un an que, sur fond de montée progressive des cours des denrées agricoles et des révoltes de la faim, les demandes de moratoire sur les agrocarburants se multiplient. Chronique d'une catastrophe annoncée.

2004-2007

George Monbiot en Cassandre

Editorialiste aussi mordant que durable du quotidien britannique *The Guardian*, George Monbiot est un précurseur. Sa première alerte sur les dangers des agrocarburants remonte à 2004. Une lucidité et un sens de l'anticipation qui ne lui valent pas que des amis. Ainsi écrit-il fin mars 2007 : « J'ai reçu bien plus d'injures que je n'en avais jamais reçu pour toutes les autres colonnes ici publiées – à l'exception de celles sur le 11 septembre. »

Pourquoi tant de haine ? « On a qualifié mes affirmations de ridicules, risibles, impossibles. Dans un certain sens, je me trompais bel et bien. Je ne pensais pas que [les effets nuisibles des agrocarburants] se matérialiseraient avant plusieurs années. En fait, ils se manifestent d'ores et déjà. » Et le Cassandre d'appeler en mars 2007 à un moratoire de cinq ans sur tout objectif politique de substitution des carburants fossiles par des agrocarburants.

www.monbiot.com

2007

Kokopelli embraye

Le premier à sonner la charge de l'autre côté de la Manche est Dominique Guillet, président de l'association Kokopelli. Il fait circuler sur internet, lui aussi en mars, un pamphlet rageur : « Mettez du sang dans votre moteur ! La tragédie des nécro-carburants ». La suite s'imposera avec la mise en ligne d'une pétition qui demande l'arrêt de toute commercialisation d'agrocarburants. Un an plus tard, une dizaine d'organisations l'a signé.

www.moratoire-agro-carburants.com

Premiers rapports officiels

En avril, l'ensemble des agences des Nations unies qui traitent de l'énergie rend public un



Des paysans africains demandent eux aussi un moratoire sur les agrocarburants

rapport critique sur les agrocarburants. C'est la première fois qu'une institution très officielle se dit préoccupée par le sujet. Le mois suivant, une étude de chercheurs suisses passe au crible les impacts écologiques et le bilan des émissions de gaz à effet de serre d'une vingtaine de filières de production de carburants végétaux. Rares sont les bien notées (voir page 21).

<http://esa.un.org/un-energy/Publications.htm>

Demande de moratoire en Suisse

S'appuyant sur ces deux rapports, le Groupe des Verts au Conseil national (chambre basse du Parlement) dépose début juin une motion pour un moratoire de cinq ans sur les importations d'agrocarburants. Ce délai servirait à fixer des critères écologiques et sociaux pour juger les différentes filières, faire avancer les carburants végétaux de deuxième génération et réduire la consommation de carburants. Fin avril 2008, malgré l'extrême importance et urgence du sujet, le groupe attend toujours une réponse à sa motion.

www.verts.ch

Note : contrairement à ce qui se passe dans l'Union européenne (UE) et dans ses vingt-sept

pays membres, la Suisse n'a pas fixé d'objectif d'incorporation de carburants végétaux. Sa politique se résume à des allègements fiscaux sous certaines conditions pour les carburants d'origine végétale.

Demande de moratoire mondial

Toujours en juin, environ trente organisations du monde entier se réunissent à Bruxelles pour dire devant le Parlement européen tout le mal qu'elles pensent des agrocarburants et réclamer un moratoire sur leurs importations dans l'Union. Elles exigent aussi un moratoire mondial sur tout objectif de substitution, toute forme de soutien et tout prêt des organisations internationales destiné à promouvoir la monoculture de plantes à énergie. Cette demande exclut les agrocarburants issus de déchets et ceux produits à petite échelle pour le bénéfice des paysans qui les cultivent.

Les organisations jugent que les promesses et les risques potentiels de la deuxième génération de carburants végétaux doivent être consciencieusement examinés, mais que cet examen ne doit pas retarder l'adoption de véritables mesures pour lutter contre le changement climatique.



« Il nous faut protéger nos peuples autochtones de l'agressive avancée des agrocarburants »

Au dernier pointage, plus de 200 associations de tous horizons et origines géographiques ont signé cette pétition. Les associations de petits paysans, de protection de droits de l'homme et des peuples indigènes dans les pays du Sud y figurent en bonne place. Sept associations suisses, trois françaises et trois belges en sont signataires.

www.econexus.info
www.biofuelwatch.org.uk
www.corporateeurope.org

Un Nobel dans la bataille

Au cœur de l'été, en août, le chimiste néerlandais et Prix Nobel Paul Crutzen rejoint la contestation par la voie académique. Dans un papier paru dans la revue *Atmospheric Chemistry and Physics Discussions*, il suggère, avec trois collègues, que même les agrocarburants

cultivés dans les pays du Nord aggravent le réchauffement climatique. La faute en incomberait aux sols cultivés, qui dégagent de fortes émissions de gaz à effet de serre.

Un journaliste français dénonce

Fin août, le journaliste français Fabrice Nicolino annonce sur son blog la parution pour octobre de *La faim, la bagnole, le blé* et nous (Fayard). Ce livre « de combat » juge indéfendable de faire rouler des voitures avec des plantes alimentaires. De même que les « études tronquées ou truquées » et la propagande qui « font croire que les « biocarburants » seraient bons pour le climat ».

« A qui profite ce crime écologique et social majeur ? », demande le blogueur. Notamment « à nous, qui ne parvenons pas à remettre en cause la place démentielle de la voiture indivi-

duelle dans nos vies. Ce livre est un appel au secours en même temps qu'une invite à la révolte. Il faut tout de suite, tout de suite, arrêter l'inférieur mécanisme. » Depuis, Fabrice Nicolino suit au jour le jour sur son blog le dossier des carburants végétaux.

<http://fabrice-nicolino.com/biocarburants/>

L'OCDE s'y met

En septembre, un témoin inattendu, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) vient conforter les doutes sur le bien-fondé de cette option. La question-titre de son rapport en dit long sur les inquiétudes de cette organisation : « Agrocarburants : le remède est-il pire que la maladie ? »

www.oecd.org/dataoecd/15/46/39348696.pdf

Le ton monte

Le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation Jean Ziegler défend, dans un rapport soumis en octobre à l'Assemblée générale des Nations unies, l'idée d'un moratoire sur toute conversion de terres pour la production d'agrocarburants. Il propose de mettre ce délai à profit pour explorer la piste de la deuxième génération.

Sentant souffler le vent d'une crise alimentaire mondiale majeure, le Suisse déclare : « Un crime contre l'humanité est commis lorsqu'on convertit un sol productif pour l'alimentation en terre à produire du « biocarburant » ».

www.righttofood.org/A62289.pdf

L'Afrique se rebelle à son tour

« Il nous faut protéger notre sécurité alimentaire, nos forêts, notre eau, nos droits terriens, nos agriculteurs et nos peuples autochtones de l'agressive avancée des agrocarburants, qui dévorent notre terre et nos ressources, et ce à une échelle et à une vitesse incroyables. » La quarantaine d'organisations africaines qui s'expriment ainsi réclame la fin des objectifs d'incorporation d'agrocarburants dans le monde, un moratoire international sur les exportations d'agrocarburants et la fin des investissements étrangers en Afrique dans ce secteur.

www.grain.org/agrofuels/?moratoriumfr



Monoculture de canne à sucre destinée à la production d'éthanol au Brésil

Quit India

Militante indienne bien connue, Vandana Shiva ne pouvait pas manquer d'intervenir. Dans un document paru en novembre, elle dénonce la politique de trois Etats indiens, le Chhattisgarh, le Maharashtra et le Rajasthan, qui s'approprient les terres communautaires dont dépend une partie de l'alimentation des villages pour planter du jatropha. Et exige l'arrêt immédiat de cette politique « colonialiste ».

www.navdanya.org

La République s'en mêle

Décembre : deux sénateurs français, Claude Saunier (PS) et Pierre Laffitte (UMP) remettent un rapport sur la biodiversité à l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques. Ils se déclarent pour un moratoire sur les « biocarburants » qui ravagent les forêts et mettent à mal la biodiversité, en attendant la deuxième génération. Sans suite pour l'instant ni couverture médiatique. Du reste, il faut souligner ici la faiblesse des mouvements associatifs et politiques opposés aux agrocarburants en France.

www.senat.fr/opepst/rapports.html

2008

En janvier 2008, une avalanche de rapports s'abat sur les agrocarburants.

Cachez-moi ce rapport !

Le 17, les conclusions du Centre de recherche de la Commission européenne filtrent dans la presse. Ils sont accablants (voir page 20). L'étude sera officiellement rendue disponible sur internet en mars.

http://ec.europa.eu/dgs/jrc/downloads/jrc_biofuels_report.pdf

Le Parlement britannique sauve l'honneur de l'Europe politique

Le 21, la Commission de l'environnement du Parlement britannique divulgue le résultat de six mois de travaux sur les agrocarburants. Elle appelle à décréter un moratoire sur toute politique en leur faveur. Sans obtenir gain de cause : la nouvelle politique de soutien aux agrocarburants de Gordon Brown entre en vigueur au Royaume-Uni en avril. Pour combattre le changement climatique, les députés de Sa Majesté la reine suggèrent à leur gouvernement d'appliquer des mesures plus efficaces et moins coûteuses : réduire la limite de vitesse sur les autoroutes, abaisser les normes d'émissions des voitures, enseigner la conduite écologique à la population.

www.publications.parliament.uk/pa/cm/cmenvaud.htm#reports

Premiers signes outre-Atlantique

Le 29, les représentants de quatre associations états-uniennes tiennent une conférence de presse devant les bureaux de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants (chambre basse du Parlement). Ils réclament le gel de toute incitation ou objectif politique pour les agrocarburants dans leur pays. C'est la première opposition formelle à la politique fédérale. Une quarantaine d'organisations signent cet appel.

Les ONG suisses avec Ziegler

En mars, dix-huit organisations non gouvernementales (ONG) suisses demandent à la conseillère fédérale chargée des Affaires étrangères Micheline Calmy-Rey de relayer, au nom de la Suisse, cette idée de Jean Ziegler : garantir la priorité du droit à la nourriture sur la culture d'agrocarburants au sein du

Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

www.alliancesud.ch

La catastrophe a déjà lieu

Depuis février, « des émeutes de la faim » embrasent la planète et il est devenu impossible de recenser tous les appels à revoir la politique des agrocarburants dans le monde. Mais rien n'y fait : l'Union européenne et la Confédération suisse temporisent en insistant sur l'importance de mettre en place un système de certification qui bannirait les « mauvaises » filières. Cette solution paraît toutefois irréaliste, car il n'existe pas de méthodologie pour évaluer l'impact social et écologique de chaque filière (voir page 20).

Et pour avoir un quelconque sens, cette certification devrait aussi s'appliquer aux importations alimentaires. Sans quoi les méthodes de production non durables de soja destiné à la filière diesel, par exemple, se reporteraient sur la production de soja destiné à l'alimentation du bétail, avec le même résultat sur la déforestation et la destruction du monde.

Face à un tel dossier à charge, combien de temps encore dirigeants, industriels et bailleurs de fonds internationaux et nationaux, publics et privés, resteront-ils sourds aux appels à la raison, c'est-à-dire à l'instauration d'un moratoire sur les agrocarburants ?

Ce dossier révèle un monde à la dérive. Il est encore temps de lui installer un gouvernail. Pour y parvenir, pourquoi ne pas instituer un Tribunal mondial des carburants végétaux ? ■

Guide

56

ASSOCIATIONS

Les associations françaises encore timides

Dans un communiqué du 3 avril 2008, le Réseau Action climat France se déclare inquiet. Il craint que les dés ne soient déjà jetés dès lors que certains agro-industriels indéli-cats seraient parvenus à influencer la méthodologie qui doit devenir la référence en France pour évaluer les agrocarburants.

En novembre, le Grenelle de l'environnement avait débouché sur la décision d'établir un nouveau référentiel de calcul pour les bilans énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre des agrocarburants en France. Or, bien que les calculs n'aient pas commencé, le document de travail du comité de suivi conclut déjà : « Les gains énergétiques et de gaz à effet de serre des « biocarburants » produits en Europe resteront significatifs [...] Le plan « biocarburant » conserve donc une justification sur le plan de l'énergie et de la réduction des gaz à effet de serre. »

Face à tant de rigueur et d'honnêteté, Greenpeace France interpelle le gouvernement le 14 avril. Il lui demande de renoncer à sa politique volontariste de soutien aux agrocarburants.

www.rac-f.org

www.greenpeace.org/france

S'informer

Très mobilisés contre les agrocarburants, les Amis de la Terre sont une excellente source d'information sur ce sujet.

www.amisdelaterre.org/-Agrocarburants-.html

ROSES ET CACTUS

Cactus

Faire avancer les voitures avec des denrées alimentaires n'a rien d'écologique. En janvier, au Salon automobile de Détroit, Ferrari estampille pourtant du label « vert » son nouveau modèle pouvant rouler avec un mélange d'essence et d'éthanol. En revanche, sur sa communi-

tion, le fabricant de voitures de course a omis de mentionner la performance de son modèle prétendument écologique : 15 litres/100 km.

Fin février, c'est au tour de l'industrie aéronautique de tomber dans le Greenwashing : Boeing et Virgin Atlantic se félicitent du premier vol d'un 747 volant avec un mélange de kérosène et de 20 % d'huile de noix de coco et de babassu. Comble du mauvais goût écologique : l'avion relie Amsterdam depuis Londres, trajet ô combien faisable en train.

Roses

Cuisiner à l'huile végétale

Il n'a été présenté à aucun salon international et n'a fait l'objet d'aucun communiqué de presse triomphaliste. Et pourtant, ce nouveau modèle de cuisinière fonctionnant à l'huile végétale fera bien plus pour l'humanité que les voitures de course ou les avions agropropulsés. Il s'agit de Protos, sosie d'un réchaud de camping, à ce détail près qu'à la place du gaz, il brûle des huiles végétales.

Cela a l'air simple, mais il a fallu plusieurs années aux ingénieurs du groupe Bosch und Siemens Hausgeräte (BSH), à Munich, en Allemagne, pour mettre au point cet ustensile. Les pièces doivent soutenir 1400° C et il faut éviter que les résidus de combustion ne bouchent les conduites de l'appareil. Surtout : le coût de fabrication ne doit pas dépasser 20 euros, car le produit ne s'adresse pas aux campeurs des pays riches, mais aux familles dans les pays pauvres.

Trois buts animent le projet : réduire la pollution de l'air intérieur, fléau pour les femmes et les enfants qui cuisinent avec du kérosène ou du bois – 1,6 million en décèdent chaque année à cause de maladies pulmonaires –, mettre fin aux corvées de ramassage de bois et contenir la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre. Les concepteurs de ces cuisinières diffusées dans les campagnes et les centres semi-urbains misent sur l'utilisation d'huile produite localement, dont le prix ne serait pas indexé sur le marché mondial.

Des projets pour tester l'accueil du public se déroulent en ce moment en Inde et en In-

donésie. Aux Philippines, l'introduction est très avancée et une petite usine en fabrique sur place. En revanche, Protos s'est retiré de Tanzanie, où l'huile n'est pas disponible dans les campagnes et où l'ustensile risquait de créer des tensions sur l'huile alimentaire. Les ingénieurs allemands préparent un nouveau modèle qui devrait consommer moitié moins d'huile.

www.bsh-group.com

Roule ma frite

Moins sophistiquée, mais tout aussi pertinente est l'action de l'association marseillaise Roule ma frite : récupérer l'huile de friture usagée auprès de restaurants et la recycler pour faire rouler des voitures. Le gain est double : préserver les écosystèmes de ce déchet embarrassant et produire l'un des seuls carburants végétaux véritablement écologique. Ce qui n'empêche pas l'association de plaider pour la modération dans l'utilisation de la voiture.

Roule ma frite n'est en outre pas jalouse pour un sou de son savoir-faire : elle organise le « transfert technologique » de son procédé pour que le plus grand nombre de personnes puisse suivre la démarche. Avec succès ! A ce jour, des antennes se sont créées à Oléron, Rochefort, Royan et Lyon.

www.roulemafrite.org

AGENDA

Symposium

A l'invitation de l'ONG Swissaid, des délégations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine se réuniront à Berne le 29 mai. Elles présenteront leurs points de vue sur l'influence des agrocarburants sur la souveraineté alimentaire et la faim dans le monde. Des acteurs de l'économie, de la politique et de l'administration suisses participeront à cette journée d'échange et de réflexion qui tombe à pic.

Mettre du pain dans son moteur...
Les agrocarburants aggravent-ils la faim ?

29 mai, 8h45-17h.
Inscriptions : www.swissaid.ch